



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/8357/Add.11\*  
20 février 1968  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

QUESTION DU SUD-OUEST AFRICAIN

Rapport du Secrétaire général

Additif

SOMMAIRE

Pages

REPONSES RECUES DES GOUVERNEMENTS

Yugoslavie .....	2
------------------	---

\* Egalement publié sous la cote A/7045/Add.11.

REPONSES RECUES DES GOUVERNEMENTS

YUGOSLAVIE

[Original : anglais]

20 février 1968

Le Gouvernement yougoslave est vivement inquiet de la violation flagrante du droit international, de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme qu'ont commise les autorités sud-africaines en mettant en jugement et en condamnant un groupe d'habitants du Sud-Ouest africain à Pretoria. Comme la Yougoslavie n'entretient pas de relations avec l'Afrique du Sud, elle n'a pu user de son influence auprès du Gouvernement sud-africain pour obtenir que celui-ci se conforme aux dispositions du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 2324 (XXII).

Exprimant son indignation devant l'arrestation, la mise en jugement et la condamnation illégales d'un groupe d'habitants du Sud-Ouest africain à Pretoria, la Conférence fédérale de l'Alliance socialiste des travailleurs de Yougoslavie, porte-parole des organisations politiques et sociales de Yougoslavie, a publié une déclaration réprouvant ce jugement et réclamant la mise en liberté immédiate de ces personnes. Cette déclaration est ainsi conçue :

"L'opinion publique yougoslave a appris avec indignation la nouvelle du procès d'un groupe d'habitants du Sud-Ouest africain, membres du Mouvement national de libération - la South West African People's Organization (SWAPO) - monté par le Gouvernement sud-africain. Leur arrestation et leur procès ont eu lieu en vertu du prétendu Terrorism Act (loi sur le terrorisme) promulgué par le Gouvernement sud-africain après l'adoption de la résolution par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur ce territoire.

Cet acte brutal du Gouvernement sud-africain constitue une violation flagrante du droit international et cause un préjudice à des personnes qui ne relèvent pas de la juridiction de l'Afrique du Sud. Le Gouvernement sud-africain n'a pas respecté le statut international de ce territoire; il a fait fi une fois de plus d'une résolution de l'ONU et, par son attitude cynique et éhontée, il brave à nouveau l'opinion mondiale démocratique et éprise de paix ainsi que l'Organisation des Nations Unies. Le procès lui-même fait partie d'une politique systématique visant à faire disparaître le mouvement de libération nationale et en particulier la South West African People's Organization, qui combat pour l'indépendance nationale.

L'Alliance socialiste des travailleurs de Yougoslavie et les organisations sociales et politiques du pays réproouvent avec la plus grande énergie cet acte barbare du Gouvernement de Pretoria et demandent la mise en liberté et le rapatriement immédiats et inconditionnels des personnes condamnées.

L'Alliance socialiste des travailleurs de Yougoslavie tient à indiquer, à cette occasion, qu'elle appuie pleinement la South West African People's Organization ainsi que toutes les personnes courageuses et opprimées qui luttent pour sauvegarder la dignité, la liberté et l'indépendance du Sud-Ouest africain."

-----

